

## Communiqué de la section du pays de Quimper du PCF

### Retrait de la loi El Khomri !



Depuis plusieurs semaines, le gouvernement s'efforce par tous les moyens de dynamiter le droit du travail et les conquêtes sociales avec l'inversion de la hiérarchie des normes qui permet d'imposer aux salariés soumis au chantage à l'emploi des conditions moins favorables en termes de rémunérations, de temps et de conditions de travail que celles prévues par la loi et les accords de branche.

C'est une arme de dumping social.

Accepte ou prends la porte, telle est la nouvelle norme sociale que le gouvernement et le Medef veulent imposer.

Très majoritairement le pays dit non.

Même au Parlement le gouvernement ne dispose pas de majorité pour imposer cette loi de régression sociale.

Minoritaire dans le pays, minoritaire au Parlement, il a eu recours à l'un des moyens les plus indignes à sa disposition, le 49-3, que François Hollande dénonçait comme un déni de démocratie quand il n'était encore que le premier secrétaire du PS.

Sa tentative a été très près de connaître l'échec : fait unique, 56 député-e-s de tous les courants de la gauche, y compris socialistes, ont signé une motion de censure de gauche pour obtenir le retrait du texte. Il n'a manqué que 2 signatures à gauche pour pouvoir la déposer.

Mais rien n'est joué.

N'oublions pas qu'avant le gouvernement Hollande-Valls, la droite avait utilisé le 49-3 pour imposer le CPE, contrat de première embauche, contre la volonté des jeunes et du monde du travail.

Sans succès. Car la loi une fois promulguée, le gouvernement Villepin dut la retirer.

De la même manière exigeons le retrait de la loi El Khomri.

Assez de régressions sociales et démocratiques, assez de soumission aux marchés financiers !

Ce qui doit être à l'ordre du jour, c'est l'élargissement des droits des salarié-e-s et des citoyen-ne-s, dans l'entreprise, dans la cité, dans la gestion des affaires du pays.

Opposons la force, la détermination, et l'unité de notre mobilisation à la surdité du gouvernement, à la violence antidémocratique du 49-3.

Appuyons le combat des parlementaires qui s'opposent à cette loi de casse du Code du travail, qu'ils soient communistes et Front de gauche, écologistes, ou même socialistes.

La section du pays de Quimper du PCF appelle à donner la plus grande ampleur au **rassemblement du mardi 17 mai à 11h place de la Résistance à Quimper**, ainsi qu'à celui qui suivra **jeudi 19 mai devant le siège du Medef à Creac'h Gwen**.